

<https://ricochets.cc/Covid-19-c-est-ensemble-qu-il-faut-lutter-Ni-autoritarisme-ni-individualisme-liberal.html>



Covid-19 : c'est ensemble qu'il faut lutter - Ni autoritarisme ni individualisme libéral

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 4 août 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

- [Covid-19 : pas question de se sauver soi-même, c'est ensemble qu'il faut lutter](#) - Entre l'autoritarisme gouvernemental qui ne vise qu'à nous faire entretenir l'économie et un laisser-faire meurtrier, on s'attendrait à ce que les écologistes refusent ce choix tronqué. Mais au nom d'une vision individualiste de la liberté, nombre de ces derniers minorent ou nient la gravité de la pandémie, écrivent les auteurs de cette tribune pour qui une alternative à la fois démocratique et sanitaire est aujourd'hui essentielle.



Covid-19 : c'est ensemble qu'il faut lutter - Ni autoritarisme ni individualisme libéral Face à l'offensive libérale contre la liberté et l'égalité, une offensive pour la démocratie directe, pour la solidarité et la responsabilité

4 PASS SANITAIRE : OFFENSIVE HISTORIQUE CONTRE LA LIBERTÉ ET L'ÉGALITÉ

¡ Tout le monde l'a compris, au nom de « l'état d'urgence sanitaire », l'instauration d'un Pass Sanitaire est une attaque gravissime contre les libertés les plus fondamentales. Fichage, traçage, contrôle dans les actes de la vie quotidienne, obligations. Le rêve d'une société policière, mais « pour notre bien ».

¡ C'est aussi une attaque contre l'égalité dans son principe même. Dans la batterie de mesures qui accompagne ce Pass, il y a une série d'attaques inédites contre le code du travail. Notamment la possibilité de licencier un salarié sans Pass, l'instauration de contrôles quotidiens par les patrons de leurs employés ... et aussi la possibilité de rompre le contrat de salariés en CDD « avant l'échéance, sans dommages et intérêts ». Une façon de précariser les plus précaires. Autre élément, une patiente a été emmenée en ambulance dans une clinique pour un examen du cœur : l'examen lui a été refusé car elle n'avait pas de Pass, alors même que la mesure n'est pas en vigueur. D'autres services d'ambulances indiquent avoir eu des remontées de terrain similaires.

¡ Ce Pass est donc non seulement un tournant liberticide majeur, mais une offensive contre le principe même d'égalité d'accès aux soins, et une discrimination au travail. Comment rester impassible face à une telle offensive ?

(post et visuel de nantes révoltée)

Remarques

Les questions soulevées par le passe sanitaire sont les mêmes que celles soulevées par la question de l'emploi, des désastres climato-écologiques, de la précarité...

Soit la fuite en avant meurtrière et autoritaire dans l'individualisme libéral, la compétition partout, le règne des plus "forts" qui profite finalement aux seuls riches et puissants, soit les luttes radicales pour une responsabilité individuelle et collective forgée dans la démocratie directe, permettant par la solidarité et l'égalité sociale un bien vivre partout et

pour toutes et tous.

Donc, soit la poursuite du capitalisme, de la civilisation industrielle et de l'Etat, et des désastres qui vont avec qui ne pourront pas être stoppés ni par le sécuritaire ni par les technologies, soit la rupture affirmée, les luttes collectives radicales appuyées sur une "culture de résistance" et la construction d'autres mondes.

Va-t-on rapidement dépasser les réactions aux mesures de Macron et les grèves sectorielles ?

Va-t-on passer à l'offensive au lieu de juste essayer de contrecarrer les décisions politiques autoritaires du régime en place ?



Covid-19 : c'est ensemble qu'il faut lutter - Ni autoritarisme ni individualisme libéral

PASS SANITAIRE : ENTRE LE MARTEAU MACRONISTE ET L'ENCLUME NEO-FASCISTE

- « La stratégie est claire, la préfecture tente de coincer la mobilisation entre deux extrême-droites, celle qui est au pouvoir et celle qui tente de récupérer la rue » -

Une analyse reçue sur la situation sociale du moment, à Nantes et en France :

« Alors que la mobilisation contre le passe sanitaire continue d'augmenter au niveau national, à Nantes la manifestation du samedi 31 juillet a mis au grand jour des problèmes politiques graves qui doivent être résolus avec fermeté.

«DRAPEAUX BLANCS ET NÉBULEUSE D'EXTRÊME DROITE

Le mouvement contre le passe sanitaire participe d'une réaction de la population face à des mesures liberticides qui doivent absolument être combattues. Pour autant à Nantes, l'absence d'une orientation politique claire a permis à l'extrême-droite locale et régionale de s'afficher publiquement et d'encadrer une partie d'un cortège scindé en trois parties en profitant de la confusion.

Ainsi des néo-fascistes qui se dissimulent derrière un caractère « citoyen » et « apolitique » munis de drapeaux blancs et vêtus de même ont tenté d'exclure de la manifestation les militants de gauche qui luttent depuis des années contre les lois liberticides (état d'urgence, loi de sécurité globale, etc.). Ces « citoyens » réunissent des militants du Rassemblement National, des catholiques intégristes, des monarchistes, des néo-nazis, des identitaires et autres partisans de Philippon.

Derrière les « masques blancs » et « Tout va bien 44 », l'extrême-droite locale dissimule ses vrais objectifs en se fendant d'une défense hypocrite de la « liberté » elle qui en a toujours été l'ennemie. Les membres de cette nébuleuse ne sont pas nombreux, et la grande majorité des manifestants n'adhère pas à leurs idéologies réactionnaires. Pour autant, seuls les militants antifascistes ont dénoncé ouvertement leur présence dans les défilés. En laissant seuls des militants de gauche face aux nazillons, le mouvement en cours a démontré sa carence

organisationnelle et son immaturité politique. Les conséquences ne se sont pas faites attendre, puisqu'en fin d'après-midi ce samedi 31 juillet, des néo-nazis équipés de matraques télescopiques et d'autres objets contondants ont attaqué les militants de gauche faisant des blessés graves. Après que les militants de gauche eurent mis en fuite les agresseurs, ils ont été attaqués par la police qui jusque là avait laissé faire les néo-fascistes.

«LA PRÉFECTURE, LA POLICE ET LES DRAPEAUX BLANCS

Pendant près de deux semaines, les militants d'extrême-droite ont pu s'installer au pied du monument à la mémoire des 50 otages résistants de gauche fusillés par les nazis, devant la préfecture de police. En lien avec les services de renseignement ils ont pu fichier et identifier les militants de gauche, et préparer les violences de samedi dernier. Alors que la manifestation s'était déroulée sans incidents, des barrages policiers ont empêché le cortège d'aller à la préfecture. Puis après des premiers tirs de lacrymogènes, les activistes d'extrême-droite sont passés à l'action semant peur et confusion dans la manifestation. Il faut relever que selon les dires d'un témoin une partie des armes étaient dissimulée sous une bâche auprès de laquelle les agents de la bac se sont positionnés avant de laisser les éléments fascistes se servir.

La stratégie est claire, la préfecture tente de coincer la mobilisation entre deux extrême-droites, celle qui est au pouvoir avec Macron, Darmanin et leur politique raciste et liberticide, et celle extra-parlementaire ou d'opposition qui prétend manifester pour la liberté alors qu'elle soutient les lois de sécurité globale et séparatisme.

«UNE GRAVE CRISE POLITIQUE

Alors que depuis plus d'un an le gouvernement utilise l'état d'urgence sanitaire pour diriger le pays avec un conseil de défense qui réunit militaires et membres du gouvernement dans des discussions secrètes dont rien ne transparait, le parlement est complètement mis hors service et les députés d'opposition n'ont plus voix au chapitre. Après 6 ans d'état d'urgence permanent les libertés politiques et publiques ont fondues comme la banquise. Les discours d'extrême-droite pullulent dans les médias, et les politiciens du Parti socialiste aux républicains en passant par les

verts accompagnent cette contagion en intégrant les discours politiques réactionnaires.

Au mois de juin des représentants du PS et d'Europe écologie ont rejoint l'extrême-droite dans un rassemblement de policiers devant l'assemblée nationale où étaient menacés les juges, la

France Insoumise et les militants anti-racistes. Quelques semaines avant la manifestation antiparlementaire de l'extrême-droite policière, des officiers de l'armée ont publié un communiqué

menaçant, où ils mettaient clairement en garde le pouvoir civil d'une intervention militaire sur le territoire dans une violation totale de la constitution.

La France est rentrée dans une grave crise politique qui ne va pas se résorber d'elle-même.

La classe dirigeante renie de plus en plus les principes démocratiques les plus élémentaires, consciente que la fracture politique entre elle et la population ne peut-être résorbée par le jeu politique traditionnel. Les principes démocratiques tels que la liberté de circuler, de manifester, de critiquer l'État ou le gouvernement dès qu'ils sont le fait de voix de gauche sont devenus des menaces pour la classe dirigeante, désormais seul l'autoritarisme peut lui permettre de maintenir l'ordre social.

Le mouvement des gilets jaunes a démontré qu'une mobilisation de masse peut unir la population dans une condition commune. L'absence de direction politique de ce mouvement l'a empêché de franchir un cap, celui d'entraîner le pays dans une grève générale qui aurait changé bien des choses. A force de répression et d'étiolage dans le temps, les gilets jaunes sont rentrés chez eux, mais ils ont conservé la mémoire et l'expérience politique de leur lutte. Le goût amer de la convention citoyenne pour le climat et autres mascarades macroniennes pour enterrer la lutte est demeuré dans des bien des bouches, et le mouvement contre le passe-sanitaire a comme un goût de revanche.

«NE PAS PERDRE DE TEMPS

Qu'on se le dise, la crise actuelle n'aboutira jamais à un retour à la normale. Si pour lutter contre un virus il faut

placer toute une population sous état d'urgence, qu'en sera-t-il face aux grandes crises écologiques et sociales en cours et à venir ? Les questions politiques posées par le passe-sanitaire sont élémentaires, désormais un outils obligatoire permettra de suivre et d'autoriser ou non nos déplacements partout et tout le temps. Ce quasi bracelet électronique incarne la perte de protection de l'individu face à l'arbitraire de l'État. Une perte qui s'est déroulée sur deux décennies d'anti-terrorisme, et accélérée depuis 2015.

La lutte contre le passe-sanitaire est une lutte pour la liberté. L'absence de direction progressiste pour ce mouvement serait une profonde erreur, quasi-mortelle pour le camp de la liberté. La nature ayant horreur du vide, l'extrême-droite a pu s'afficher de plus en plus dans les manifestations nantaises. Il faut reprendre la rue des mains des éléments réactionnaires. Pour cela il faut se mettre d'accord sur des mots d'ordre clairs :

- ; Retrait du passe-sanitaire.
- ; Fin de l'état d'urgence.
- ; Retrait des lois sécurité globale et séparatisme.
- ; Levée des brevets sur les vaccins, et nationalisation du pharmaceutique.
- ; Véritable plan de redressement du système de santé par l'embauche, la formation à la réanimation, et la gratuité des soins. »

(post et visuel de nantes révoltée)

d ODE A LA LIBERTÉ. LA VRAIE. ET POUR TOUS !d

Depuis le début de la crise sanitaire, CND s'est clairement positionné contre les nombreuses décisions liberticides du pouvoir. Conscients de la gravité de l'épidémie et de l'intérêt des vaccins, nous pensons toutefois que le pass sanitaire n'apporte quasiment rien en terme de lutte contre le Covid, alors qu'il détruit clairement nos acquis sociaux et nos libertés.

Comment accepter d'être fliqués, fichés et contrôlés pour travailler, aller au resto, au cinéma ou pour voyager ? Quelle société cela peut-il engendrer en dehors d'une société totalitaire ?

C'est donc tout "naturellement" que CND appelle depuis plusieurs semaines à prendre la rue pour lutter contre ce pass sanitaire et pour tenter de sauvegarder nos libertés.

Faut il une mise au point sur ce que l'on entend par libertés ?

Liberté de ne pas être banni de la société sous prétexte que l'on est pas vacciné évidemment. Car comment parler d'une société libre si certains de ses membres ne le sont pas ?

Car oui, nous voulons une société où nous sommes libres. Mais libres et solidaires !

Une société où nous ne sommes pas fliqués dans nos loisirs, pour aller au cinéma ou restaurant. Mais aussi où nous ne sommes pas fliqués pour nos activités syndicales, politiques, religieuses ou sociales. Où la vidéo surveillance n'est pas omniprésente dans nos vies.

Nous sommes pour le combat contre la restriction de la liberté de la presse, sauvagement attaquée, et une fois encore touchée par la loi sécurité globale en novembre dernier.

Une société qui permettrait à nos frères et soeurs, au-delà de la Méditerranée de circuler librement et de trouver refuge où ils le veulent. Celle qui permettrait d'abattre les frontières dessinées par les mains de ceux qui les oppriment. Elle aurait permis hier aux 553 rescapés de l'Ocean Viking de débarquer alors qu'à l'heure où nous

écrivons ces lignes des centaines de personnes sont dans l'attente. traitées comme des nuisibles dont aucun état ne veut s'encombrer.

Oui nous sommes pour la liberté, celle qui permettrait aux jeunes femmes de porter selon leur envie un crop top ou le hijab sans se faire harceler.

Nous sommes pour la liberté de culte, celle qui permettrait aux musulmans de ne plus faire l'objet d'une véritable chasse aux sorcières et d'une stigmatisation constante de la part des médias mainstreams et des politiques.

Celle qui permettrait aux juifs de ne plus être victimes d'attaques antisémites. Celle qui permettrait à tous les croyants de vivre tranquillement sans que le pouvoir pousse toujours plus loin dans sa mécanique de haine et de contrôle #LoiSeparatisme.

Nous combattons pour la liberté bien avant que pass sanitaire et les vaccins fassent leur entrée dans le jeu...

Et nous ne pouvons pas dire que nous luttons pour la liberté si cela signifie uniquement être "contre le vaccin" ou même uniquement "contre le pass sanitaire". Sans se soucier des autres attaques contre les libertés de tous les humains, de tout le vivant.

La liberté, le bien le plus précieux de chaque individu mais également du collectif sans lequel on ne peut en jouir puisque ma liberté s'arrête là où commence celle de l'autre.

Non, nous ne voulons pas participer à l'amplification et l'accélération de la surveillance massive. Et en affirmant ceci, nous n'empiétons pas sur la liberté d'autrui.

Alors oui, soyons pour la liberté. Mais la vraie liberté, pas celle qui s'arrête à la terrasse du café ou à l'entrée d'un cinéma !

(post de Cerveaux non disponibles)